

L'ALIMENTATION COMME OUTIL DE SANTÉ ET D'INSERTION EN SITUATIONS DE PAUVRETÉ

Introduction

La re-émergence du thème de la pauvreté : la précarité des années 1980

En dépit du caractère séculaire du débat sur l'assistance aux pauvres et de la place qu'y occupe l'alimentation (Kaplan, 1988 ; Lhuissier, 1999 ; Clément, 2001), l'examen de la littérature permet d'observer un regain d'intérêt, dès le début des années 1980, pour la problématique de l'alimentation dans les milieux pauvres en France. Cette résurgence intervient à la faveur d'une triple conjoncture : économique (liée à la persistance de la crise économique), politique (avec l'arrivée de la gauche au pouvoir) et savante (par la définition de la précarité liée aux situations d'emploi et la réflexion en termes d'inégalités sociales de santé).

La morphologie de la bibliographie française sur le thème « alimentation et pauvreté » s'avère ainsi très particulière : peu de travaux de recherche face à la « littérature grise » et aux nombreux rapports et avis officiels (Caillavet *et al.*, 2006). Elle se compose d'une première série de documents relatifs à la mise en place, puis à l'évaluation des dispositifs d'aide alimentaire. Les pouvoirs publics cherchent à en apprécier l'impact et le coût, et les associations (re)distributrices souhaitent mieux connaître leurs bénéficiaires. Un second ensemble de documents, plus récents, relève davantage du secteur de la santé. Ils correspondent à une phase ultérieure de la réflexion sur l'alimentation des ménages pauvres, passant de l'urgence à la pédagogie. Initiées par le ministère de la Santé et son organe de communication, l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé (l'INPES s'est substitué en 2002 au CFES), les publications sont plus officielles et accessibles : revues de santé publique, avis d'experts et rapports. Ce premier regard sur les lieux institutionnels de production de la bibliographie montre aussi comment la question se déplace à l'intérieur du champ politique entre différents ministères : des Affaires sociales à la Santé, en passant par l'Agriculture. Ce cheminement est révélateur de la redistribution entre ministères des compétences et des responsabilités sur une question délicate, sujette à de nombreuses polémiques.

L'alimentation, outil de gestion de la pauvreté ?

L'alimentation est aujourd'hui considérée par les pouvoirs publics comme un outil de gestion de la pauvreté. Les initiatives publiques et associatives convergent en effet pour placer les questions d'alimentation des populations pauvres dans une perspective d'insertion socio-économique. La dimension « sociale » dont les pratiques alimentaires ont été récemment créditées constitue une étape supplémentaire dans

cette réflexion collective menée depuis deux décennies sur l'aide alimentaire. La convention « alimentation et insertion », présentée publiquement le 16 septembre 2003 par la secrétaire d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion, Dominique Versini, ex-directrice du SAMU social, vient en point d'orgue de cette réflexion relative à la « question sociale » de l'alimentation. Le texte de l'invitation, envoyée aux principaux représentants des secteurs social, associatif, industriel et de la recherche, précise que « *le secteur associatif, qui est mobilisé depuis les années 80, a souhaité voir la distribution alimentaire devenir – au-delà de l'assistance – un véritable outil d'insertion permettant la re-création de liens sociaux à travers le temps essentiel du repas* »¹. Cet extrait vient rappeler trois éléments majeurs qui fixent aujourd'hui la question de l'aide aux pauvres par l'alimentation : cette aide relève principalement du secteur privé par l'intermédiaire des associations ; elle concerne essentiellement la distribution - gratuite ou à prix modéré - d'aliments plutôt que de repas et elle est dispensée dans une perspective d'insertion visant à se démarquer de l'assistance. Le dernier point marquant de la convention concerne le glissement sémantique qui vient substituer à l'expression « alimentation et précarité », communément utilisée dans les années 1990, celle d'« alimentation et insertion ». Il témoigne d'une forme active d'intervention publique auprès des pauvres par l'intermédiaire de l'alimentation. D'un expédient, l'aide alimentaire et les services dont les pouvoirs publics et les associations cherchent à l'assortir deviennent une action au long cours.

Portée et limites des travaux scientifiques

Cette orientation des pouvoirs publics, qui répond à des visées politiques et confère à l'alimentation un caractère « d'instrumentalisation », est facilitée par l'indigence des sources de données fiables : peu d'intérêt des instituts statistiques nationaux et inadéquation des enquêtes générales, portée limitée des enquêtes nutritionnelles et des monographies qui n'ont pas vocation à être représentatives. Ce sont les recherches dans le domaine de la santé qui ont montré l'importance de l'alimentation dans les risques de morbidité et de mortalité des populations en bas de l'échelle sociale (Leclerc *et al.*, 2000). Pourtant, les enjeux en termes de santé et la désignation des populations en situation de précarité comme un des groupes à risques majeurs ne sont posés que très récemment dans le cadre général du Plan national nutrition-santé, élaboré pour 2001-2005 (Herberg et Tallec, 2000). L'enquête Abena récente auprès de bénéficiaires d'aide alimentaire constitue une première réponse à ces préoccupations (*Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 2006).

Face au constat d'inadéquation nutritionnelle et à la structuration d'une problématique d'ordre épidémiologique autour des inégalités de santé, quelle est la contribution des sciences sociales ? En économie, les recherches sur les indicateurs de pauvreté et sur les budgets ne suffisent pas à compenser le manque d'analyses portant, par exemple, sur les effets des politiques de prix et de revenu sur les

¹ Lettre d'invitation, en date du 31 juillet 2003, signée de D. Versini (secrétaire d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion, ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité), 1 p.

ménages pauvres (Caillavet et Darmon, 2005), ou sur l'impact de l'information et de l'éducation nutritionnelle. En sociologie, les études ont surtout porté sur les formes de recours aux dispositifs d'aide alimentaire, confondant les populations pauvres avec les bénéficiaires des dispositifs d'assistance. Ce faisant, elles laissent de côté la question plus générale des conditions et des contraintes matérielles et symboliques des pratiques alimentaires quotidiennes dans les foyers en situation de précarité. La diversité des approches et l'éparpillement des résultats contribuent au caractère très morcelé de cette thématique de recherche. Dans ce contexte, l'idée d'un lieu d'échanges et de débats s'est imposée.

Le séminaire « Populations défavorisées et Alimentation » de l'INRA : enjeux et débats

Les contributions rassemblées dans ce dossier sont issues pour partie du séminaire « **Populations défavorisées et Alimentation** » qui s'est tenu pendant deux ans au laboratoire de recherche sur la consommation (CORELA) du département Sciences sociales de l'INRA. Ce séminaire souhaitait favoriser les approches transversales et pluridisciplinaires, en cherchant à démêler les déterminants sociaux, économiques et culturels de l'alimentation de ces populations face aux constats nutritionnels. Si l'alimentation constitue un indicateur économique du niveau de ressources et des conditions de vie, elle révèle aussi les différenciations sociales et culturelles entre catégories de ménages et groupes sociaux. Intéressant conjointement pouvoirs publics, communauté scientifique et secteur caritatif, l'alimentation des populations en situations de pauvreté est rapidement apparue comme un sujet suscitant passions et polémiques. Le séminaire, et certaines des contributions à ce dossier, permettent de voir à quel point les chercheurs peuvent être engagés dans leur sujet d'étude, où description et prescription sont quelquefois étroitement mêlées.

Ce dossier « Alimentation et Pauvreté » est introduit par une perspective historique sur le statut des « vivres » dans la pensée économique. Alain Clément montre comment, en relevant de la morale et du politique, les biens de subsistance constituent un champ spécifique régi par des lois non transposables au reste de l'économie. À partir de l'analyse d'actions de terrain contemporaines, les deux contributions suivantes proposent une réflexion sur les dispositifs d'aide. Constance Bellin-Lestienne et Nicole Darmon décrivent l'organisation d'une enquête sur l'insécurité alimentaire en Californie ; Nicole Darmon et André Briend exposent la mise en place d'une intervention nutritionnelle auprès des sans-abri en France. Ces deux articles soulignent l'hétérogénéité des populations nécessitant une aide alimentaire dans des sociétés riches, la difficulté à les appréhender par les catégories administratives en usage, ainsi que les limites éthiques et matérielles des actions d'intervention. À travers deux exemples de prescriptions, les travaux de José Moreno Pestaña et ceux de Mélanie Augor et Anne Lhuissier concernent les formes d'encadrement des milieux populaires relatives à la consommation alimentaire. Le premier aborde l'élaboration des diagnostics de l'anorexie chez des femmes d'origine rurale en Espagne. Le deuxième traite des modalités de l'éducation culinaire dispensée à des femmes de milieux défavorisés à Paris. Ils conduisent à s'interroger sur les formes de diffusion et de réappropriation des règles alimentaires dominantes.

Ces réflexions sont complétées par le récit d'une expérience en éducation à la santé, présenté par Claude Michaud, et par une série de repères bibliographiques sur l'alimentation des populations pauvres. Ainsi construit, ce dossier met en évidence la diversité des situations de pauvreté – classes populaires rurales, minorités ethniques, SDF... – et la complexité des mécanismes d'intervention – atelier cuisine, distribution d'aide alimentaire et de compléments nutritionnels, éducation à la santé. Il appelle un approfondissement des recherches au sein de chaque discipline et plaide, à l'aide de leur confrontation, en faveur d'un meilleur partage des connaissances et d'une clarification des outils d'intervention.

France CAILLAVET
Anne LHUISSIER
INRA-CORELA, Ivry

Bibliographie

- Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (2006). Surveillance nutritionnelle des populations défavorisées : premiers résultats de l'enquête Abena, 11-12.
- Caillavet F., Darmon N. (2005). Contraintes budgétaires et choix alimentaires : pauvreté des ménages et pauvreté de l'alimentation ?
<http://www.inra.fr/Internet/Departements/ESR/publications/iss/iss05-3.php>
- Caillavet F., Darmon N., Lhuissier A. et Régnier F. (2006). L'alimentation des populations défavorisées en France : synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel, in : *Les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 2005-2006*, Paris, la Documentation française, pp. 279-322.
- Clément A. (2001). De l'évergétisme antique aux Restos du coeur : État et associations dans l'histoire du secours alimentaire, *Revue internationale d'économie sociale (RECMA)*, 279, pp. 26-43.
- Hercberg S., Tallec A. (2000). *Pour une politique nutritionnelle de santé publique en France, enjeux et propositions*, Paris, La Documentation française, x-275 p.
- Kaplan S.L. (1988). *Les ventres de Paris, pouvoir et approvisionnement dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Fayard, (éd. originale 1984), 702 p.
- Leclerc A., Fassin D., Grandjean H., Kaminski M. et Lang T. (2000). *Les inégalités sociales de santé*, Paris, La Découverte/INSERM.
- Lhuissier A. (1999). Alexis de Tocqueville et l'économie sociale chrétienne : sociétés alimentaires et classes ouvrières, *Genèses*, 37, pp. 135-155.